

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 17 061 380 €
Siège social : Rue de l'Avenir - 73100 Aix-les-Bains
Direction générale : 4 parvis Colonel Arnaud Beltrame - 78000 Versailles
R.C.S. Chambéry 745 420 653

AVIS DE REUNION VALANT AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la société ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE sont convoqués en Assemblée Générale Mixte le mardi 28 mai 2024 à 9 heures 30 dans la salle de l'Esplanade de la société au 10 boulevard de Russie, 73100 Aix-les-Bains, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les résolutions suivantes :

ORDRE DU JOUR**A titre extraordinaire :**

- Autorisation consentie au Président du Directoire en vue de l'achat par la Société de tout ou partie des Actions détenues par le FCPE GROUPE LÉON GROSSE, conformément à l'article L 3332-17 du Code du travail ;
- Autorisation consentie au Président du Directoire en vue de réduire le capital social par l'annulation des Actions détenues de la Société, conformément aux dispositions de l'article L 3332-17 du Code du travail et de l'article L. 225-209-2 du Code de commerce ;

A titre ordinaire :

- Distribution exceptionnelle de dividendes ;
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
- Affectation du résultat de l'exercice, fixation du dividende ;
- Approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-86 du Code de commerce ;
- Quitus donné au Président et aux membres du Directoire, et au Président et aux membres du Conseil de surveillance ;
- Fixation du montant des jetons de présence ;
- Renouvellement de mandats de membres du Conseil de surveillance ;
- Pouvoirs pour formalités.

TEXTE DES RÉSOLUTIONS**Résolutions relevant de l'Assemblée générale extraordinaire :**

Première résolution (Autorisation consentie au Président du Directoire en vue de l'achat par la Société de tout ou partie de ses actions détenues par le FCPE GROUPE LEON GROSSE) - L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance des articles L 3332-17 du Code du travail et R 214-214 du Code monétaire et financier, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance, du rapport des Commissaires aux comptes :

- (i) autorise la Société à acquérir, en une ou plusieurs fois, tout ou partie de ses actions qui seront détenues par le FCPE GROUPE LEON GROSSE, dans la limite toutefois de dix pour cent (10 %) du montant de son capital social (étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la date des présentes), et ce, afin de permettre à la société de gestion d'honorer en temps utile les demandes de rachat en instance émanant des porteurs de parts du FCPE GROUPE LEON GROSSE, conformément au Protocole de Liquidité ;
- (ii) décide que l'acquisition des actions détenues par le FCPE GROUPE LEON GROSSE au capital de la Société se fera à la dernière valeur communiquée par la Société à la société de gestion du FCPE GROUPE LEON GROSSE, et déterminée selon la méthode d'évaluation des actions définie par l'expert indépendant, conformément aux dispositions des articles R. 3332-22 et suivant du Code du travail ;
- (iii) donne tous pouvoirs au Président du Directoire aux fins de représenter la Société lors des opérations d'acquisition décrites ci-avant et, aux effets ci-dessus, faire toutes déclarations concernant la Société, signer tous actes et pièces dans le respect des conditions et selon les modalités définies aux termes du Protocole de Liquidité, substituer si besoin est, et, plus généralement, faire le nécessaire ;

(iv) fixe à dix-huit (18) mois, à compter de la date des présentes, la durée de validité de la présente.

Cette résolution sera à renouveler chaque année lors de l'Assemblée Générale de la Société.

Deuxième résolution (*Autorisation consentie au Président du Directoire à l'effet de réduire le capital social de la Société par voie d'annulation d'Actions détenues*) - L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, sous réserve de l'approbation de la précédente résolution, et conformément aux dispositions de l'article L. 3332-17 2° du Code de travail et L. 225-209-2 du Code de commerce,

Autorise le Président du Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi :

- i. à annuler, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, tout ou partie des actions acquises par la Société dans le cadre de l'autorisation de rachat par la Société de ses propres Actions faisant l'objet de la première résolution ou d'autorisations ultérieures, ou qu'elle viendrait à détenir par tout autre moyen conformément aux dispositions légales applicables, dans la limite de 10 % du capital, cette limite s'appliquant à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la date des présentes ;
- ii. à réduire corrélativement le capital social, en imputant la différence entre la valeur d'achat des Actions annulées et leur valeur nominale sur les comptes de primes ou de réserves disponibles (y compris la réserve légale) de son choix.

La présente autorisation est donnée au Président du Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la date des présentes, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue d'annuler les Actions, de rendre définitive(s) la (ou les) réduction(s) de capital, d'en constater la réalisation, de procéder à la modification corrélative des statuts et, généralement, de faire le nécessaire.

L'Assemblée générale prend acte que l'annulation des titres envisagée ne favoriserait aucun actionnaire en particulier et, par conséquent, que la réduction de capital ne porterait pas atteinte à l'égalité des actionnaires.

Comme conséquence de ce qui précède, l'Assemblée générale prend acte qu'aucune offre d'Achat d'actions ne sera faite aux actionnaires de la Société, lesquels renoncent expressément à se prévaloir de ce droit octroyé par l'article R. 225-153 du Code de commerce.

Cette résolution sera à renouveler chaque année lors de l'Assemblée générale de la Société.

Résolutions relevant de l'Assemblée générale ordinaire :

Troisième résolution (*Distribution de réserves*) - L'Assemblée générale décide, sur proposition du Conseil de surveillance de procéder à une distribution de réserves de 9 773 360 euros par voie de prélèvement de pareille somme en intégralité sur le compte « Autres Réserves ». L'assemblée générale constate que conformément à l'article L. 232-11 du Code de commerce, cette distribution de réserves n'a pas pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur au capital social de la Société augmenté des réserves et est conforme à l'intérêt social de la Société.

La distribution de réserves unitaire brute est donc de 80 euros.

La distribution de réserves en numéraire sera mise en paiement au siège social à compter du 3 juin 2024 :

- pour les actions inscrites en compte « nominatif pur » : directement par la Société suivant le mode de règlement qui lui a été indiqué par leurs titulaires ;
- pour les actions inscrites en compte « nominatif administré » : par les intermédiaires habilités auxquels la gestion de ces titres a été confiée.

L'Assemblée générale prend acte, en ce qui concerne la distribution de réserves revenant aux actions dont la propriété est démembrée, que s'agissant d'une distribution par voie de prélèvement sur le compte « Autres réserves », elle sera allouée aux nu-propriétaires.

La distribution de réserves revenant aux associés personnes physiques fiscalement domiciliés en France sera soumise, conformément à l'article 28 de la loi de finances pour 2018, au Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU), sauf la faculté pour les contribuables, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, d'opter pour sa taxation selon le barème progressif (et de bénéficier en conséquence de l'abattement de 40 % prévu par les dispositions en vigueur et, partiellement, de la déductibilité de la CSG) ; l'option étant alors formulée de façon globale pour l'ensemble des revenus, gains nets, profits et créances entrant dans le champ d'application du PFU.

En tout état de cause, la distribution est soumise, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, sauf demande de dispense dans les conditions prévues par la loi, à un Prélèvement Forfaitaire Non Libératoire (PFNL) au taux de 12,80 %, imputable sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré et, en cas d'excédent, restituable.

Les contributions sociales (CSG, CRDS, prélèvement social, contribution additionnelle et RSA) sur les revenus du patrimoine et exigibles à raison de la présente distribution seront prélevées à la source conformément aux dispositions en vigueur.

Quatrième résolution (Approbation des comptes sociaux) - L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2023, approuve sans réserve les comptes sociaux, le bilan et le compte de résultat de la Société arrêtés à cette date, ainsi que toutes les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cinquième résolution (Approbation des comptes consolidés) - L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire, incluant le rapport sur la gestion du groupe, du rapport du Conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023, approuve sans réserve les comptes consolidés de la Société arrêtés à cette date, ainsi que toutes les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Sixième résolution (Affectation du résultat) - L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil de surveillance, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2023, de la façon suivante :

• bénéfice net de l'exercice	27 710 946,13 €
• report à nouveau	0,00 €
• total distribuable	27 710 946,13 €
Le total distribuable de l'exercice est affecté comme suit :	
• à la réserve légale	4 200,00 €
• au service du dividende	7 940 855,00 €
• à "autre réserve"	19 765 891,13 €

L'assemblée générale fixe ainsi le dividende revenant à chacune des actions au titre de l'exercice 2023 à 65 euros (dividende n° 95).

Ce dividende sera payable à compter du 3 juin 2024 :

- pour les actions inscrites en compte « nominatif pur » : directement par la Société suivant le mode de règlement qui lui a été indiqué par leurs titulaires ;
- pour les actions inscrites en compte « nominatif administré » : par les intermédiaires habilités auxquels la gestion de ces titres a été confiée.

Le dividende revenant aux associés personnes physiques fiscalement domiciliés en France sera soumis, conformément à l'article 28 de la loi de finances pour 2018, au Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU), sauf la faculté pour les contribuables, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, d'opter pour sa taxation selon le barème progressif (et de bénéficier en conséquence de l'abattement de 40 % prévu par les dispositions en vigueur et, partiellement, de la déductibilité de la CSG) ; l'option étant alors formulée de façon globale pour l'ensemble des revenus, gains nets, profits et créances entrant dans le champ d'application du PFU.

En tout état de cause, la distribution est soumise, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, sauf demande de dispense dans les conditions prévues par la loi, à un Prélèvement Forfaitaire Non Libératoire (PFNL) au taux de 12,80 %, imputable sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré et, en cas d'excédent, restituable.

Les contributions sociales (CSG, CRDS, prélèvement social, contribution additionnelle et RSA) sur les revenus du patrimoine et exigibles à raison de la présente distribution seront prélevées à la source conformément aux dispositions en vigueur.

Il est rappelé que les distributions au titre des trois derniers exercices ont été les suivantes :

- Exercice 2022 : dividende n° 94 de 52 € par action,
- Exercice 2021 : dividende n° 93 de 42 € par action,
- Exercice 2020 : Néant.

Septième résolution (*Approbation du rapport sur les conventions réglementées*) - L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de commerce, approuve ledit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Huitième résolution (*Quitus*) - L'Assemblée générale donne quitus au président et aux membres du Directoire, ainsi qu'au président et aux membres du Conseil de surveillance pour l'exercice écoulé.

Neuvième résolution (*Fixation du montant des jetons de présence*) - L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil de surveillance, fixe à la somme globale de 450 000 euros, les jetons de présence à répartir entre les membres du Conseil de surveillance pour l'exercice en cours.

Dixième résolution (*Renouvellement du mandat d'un membre du conseil de surveillance*) - L'Assemblée générale renouvelle le mandat de membre du Conseil de surveillance de Monsieur Pierre TAILLARDAT, pour une durée de trois ans, expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos 2026, soit en 2027.

Onzième résolution (*Renouvellement du mandat d'un membre du conseil de surveillance*) - L'Assemblée générale renouvelle le mandat de membre du Conseil de surveillance de Monsieur Charles-Hubert DE CHAUDENAY, pour une durée de trois ans, expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026, soit en 2027.

Douzième résolution (*Pouvoirs et formalités*) - L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour l'accomplissement des formalités requises par la loi.

Les demandes d'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions prévues par l'article R 225-71 du Code de commerce doivent, conformément aux dispositions légales, être envoyées au siège social, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par télécommunication électronique, à l'adresse suivante : juridique@leongrosse.fr, à compter de la publication du présent avis et jusqu'à vingt cinq (25) jours avant l'Assemblée générale. Elles doivent être accompagnées de la justification de la possession ou de la représentation de la fraction du capital exigée, conformément aux dispositions réglementaires.

Toute demande d'inscription de projets de résolutions devra également être accompagnée du texte des projets de résolutions et éventuellement d'un bref exposé des motifs, ainsi que d'une attestation d'inscription en compte. L'examen du point ou de la résolution sera subordonné à la transmission par l'auteur de la demande d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres dans les mêmes comptes au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Les questions écrites, auxquelles il sera répondu au cours de l'Assemblée générale, accompagnées d'une attestation d'inscription des titres dans les comptes de titres nominatifs ou au porteur, doivent être envoyées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au siège social de la société, ou par voie de télécommunication électronique, à l'adresse suivante : juridique@leongrosse.fr, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'Assemblée.

Tout actionnaire peut participer à cette Assemblée ou choisir l'une des trois formules ci-après :

- donner procuration à son conjoint, au partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, ou à un autre actionnaire ; ou à toute autre personne physique ou morale de son choix dans les conditions de l'article L225-106 du Code de commerce.
- adresser une procuration à la société sans indication de mandataire ;
- voter par correspondance.
- donner procuration au Président de l'Assemblée.

Tout actionnaire pourra participer à l'Assemblée à condition que ses titres soient libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis trois (3) jours ouvrés au moins avant la date de réunion, zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs détenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur. Seuls pourront participer à l'Assemblée les actionnaires remplissant à cette date les conditions prévues.

Un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration et ses annexes seront tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, ou adressés, aux frais de la Société, à tout actionnaire qui en aura fait la demande par lettre recommandée avec avis de réception.

Il sera fait droit à toute demande déposée ou reçue au siège social au plus tard six (6) jours avant la date de réunion de l'Assemblée.

Les formulaires de vote par correspondance ou par procuration adressés ou remis à la Société par les propriétaires d'actions au porteur devront être accompagnés d'un certificat d'indisponibilité.

Ils ne seront pris en compte qu'à condition de parvenir au siège social trois (3) jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Il est rappelé que le vote par correspondance est exclusif du vote par procuration.

Conformément à la loi, l'ensemble des documents qui doivent être communiqués à l'Assemblée générale, seront mis à la disposition des actionnaires, au siège social de la Société, à compter de la convocation de l'Assemblée générale et au moins pendant le délai de quinze jours qui précède la date de la réunion, ou transmis sur simple demande adressée à la Société, à compter de la convocation de ladite Assemblée et jusqu'au cinquième jour inclus avant la réunion.

Le présent avis vaut avis de convocation sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour à la suite de demandes d'inscription de projets de résolutions présentés par des actionnaires.

Le Directoire